

Colloque environnemental 14 avril 2007

Jean Yergeau

## CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE

On pourrait croire que nous sommes entrés dans l'âge d'or de la démocratie, à son apogée, puisque maintenant les États-Unis interviennent pour l'établir. Ils entreprennent même des guerres pour, disent-ils, imposer la démocratie à des pays où, paraît-il, des citoyens la réclamaient, où Bush prétendait être accueilli en libérateur.

Au contraire, je crois que la démocratie est dans une période critique, en danger de basculement vers un simulacre fantoche. Nous y reviendrons.

Voyons d'abord **ce qu'est la démocratie**. Elle n'est pas un état stable, elle est un processus. Elle naît chaque jour des actes posés par des citoyenNEs informéEs, éclairéEs qui essaient ensemble de définir puis de réaliser le bien commun.

Le bien commun, c'est surtout la capacité collective à faire de la société un projet éthique de vivre ensemble, c'est aussi des biens liés à la nature biologique de l'humain (air respirable, eau, sécurité alimentaire, etc.); des liens avec la société (santé, éducation, revenu suffisant, sécurité physique et psychologique, etc.); des liens avec la citoyenneté (droits humains, liberté d'expression, participation politique, etc.).

Claude Béland disait : « La démocratie, c'est d'abord un projet de société par lequel les gens reconnaissent qu'ils sont égaux. »

Pour un peuple ou une nation, ce processus s'ancre dans la réalité à partir d'un État qu'on veut définir comme démocratique.

Un **État démocratique** comporte une structure appartenant à parts égales à chacunE de la collectivité ainsi qu'une mission lui permettant : d'assurer le bien commun; de créer et de protéger ses institutions, ses règles et ses normes démocratiques, ses droits individuels et collectifs; de partager et de redistribuer sa richesse.

**Critique** : mais l'État n'est pas toujours à la hauteur de sa mission et nous ne nous privons pas pour le critiquer. C'est même un devoir citoyen que nous exerçons trop en paroles seulement.

**État sous contrôle et mondialisation**. La mondialisation est très présente et tente d'imposer un autre côté à l'État. Un nouveau paradigme fait son chemin, réduit l'État et se l'approprie à des fins privées.

Réduire le rôle de l'État à la protection de la propriété privée, au gardien de l'ordre (police, armée) et à la construction de certaines infrastructures. Sortir l'État des sphères économique, sociale, culturelle, environnementale, etc.

Pas de défense et de promotion du bien commun, ni de redistribution de la richesse, ni de justice; seulement de l'ordre et de la propriété privée.

Tuer l'État, qui protégera les faibles? La libre concurrence fait mourir les faibles.

L'État devrait gérer comme une entreprise privée, sans pensée politique, (sauf pour le marché) ni sociale.

L'État doit disparaître le plus possible car seules les multinationales savent ce qui est bon pour l'économie.

L'État n'est plus l'expression politique de l'intérêt public collectif, mais est plutôt chargé de créer les conditions les plus favorables aux entreprises.

Dans cette perspective, il n'y a plus de citoyen. L'être humain est ainsi réduit à produire et à consommer. Plus de valeur humaine, mais une valeur d'argent sonnante.

Que faire? **Renforcer l'État.** A-t-on des moyens d'action? Sommes-nous impuissants? Non, **à la condition de penser et d'agir ensemble.**

Il nous faut réapprendre la démocratie sorti de la naïveté qui croit qu'il suffit d'aller voter aux quater ans. Prendre notre place, toute la place qui nous revient comme citoyens, autrement, d'autres vont se l'approprier. Prendre notre place partout : dans notre association; les groupes de classes, de loisirs; dans les débats publics; dans notre municipalité, notre quartier; dans notre syndicat; dans notre résidence de personnes âgées; dans notre comité d'usagers.

Il nous faut recentrer le rôle de l'État. Le remettre au cœur des préoccupations des gouvernements. Rechercher l'intérêt collectif plutôt que seulement celui des entreprises. Nous recentrer sur l'humain, exiger la préséance des droits humains sur ceux du commerce.

Il nous faut aussi renforcer le rôle de la société politique en revalorisant le rôle des élus; en réformant le mode de scrutin pour une juste représentation et en abolissant la ligne de partis.

Il faut investir dans la société civile. Mener des luttes dans des groupes, faire des luttes locales, éviter le cloisonnement entre les luttes (condition féminine, environnement, logement, etc.)

Nous devons renforcer la conscience et l'activité citoyennes : s'informer, apprendre à se protéger de la publicité; développer des points de vue critique cohérents; délégitimer le discours de la mondialisation et du néo-libéralisme ambiants; intervenir sur la place publique; forcer à des débats; prendre des initiatives; participer aux consultations publiques.

Pour cela, nous devons créer et participer à des comités d'action sociopolitique dans notre secteur; participer au Forum social-québécois (août 2007, Montréal); au débat sur la proportionnelle sur le mode de scrutin.

Mais avant tout, il faut poser des gestes quotidiens : consommation responsable; placements éthiques; voyages éthiques; attitude critique, tout cela dans le but de **renforcer le pouvoir collectif et individuel de changer le monde.**

**Jean Yergeau**  
**14 avril 2007**